



منظمة الأغذية
والزراعة
للأمم المتحدة

联合国
粮食及
农业组织

Food
and
Agriculture
Organization
of
the
United
Nations

Organisation
des
Nations
Unies
pour
l'alimentation
et
l'agriculture

Organización
de las
Naciones
Unidas
para la
Agricultura
y la
Alimentación

DOCUMENT PRÉLIMINAIRE

Point 8 du Projet d'ordre du jour provisoire

COMMISSION DES RESSOURCES GÉNÉTIQUES POUR
L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE

Huitième session ordinaire

Rome, 19 - 23 avril 1999

RAPPORTS DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES SUR
LEURS POLITIQUES, PROGRAMMES ET ACTIVITÉS AYANT
TRAIT À LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUE AGRICOLE

PARTIE III: ORGANISATIONS INTERNATIONALES NON
GOUVERNEMENTALES

Table des matières

	Pages
INTRODUCTION	3
UNION MONDIALE DES FEMMES RURALES (UMFR)	5
FÉDÉRATION EUROPÉENNE DE ZOOTECHNIE (FZ)	6
CENTRE INTERNATIONAL DES CULTURES SOUS-UTILISÉES (ICUC)	7
RURAL ADVANCEMENT FOUNDATION INTERNATIONAL (RAFI)	9
CENTRE MONDIAL DE SURVEILLANCE DE LA CONSERVATION (WCMC)	10

RAPPORTS DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES SUR LEURS POLITIQUES, PROGRAMMES ET ACTIVITÉS AYANT TRAIT À LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUE AGRICOLE

PARTIE III: ORGANISATIONS INTERNATIONALES NON GOUVERNEMENTALES

INTRODUCTION

1. La Commission des ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture est la seule instance intergouvernementale où les pays membres, donateurs de fonds et de technologies et utilisateurs de matériel génétique, examinent des questions intéressant spécifiquement la diversité biologique agricole. La Commission reçoit régulièrement des rapports d'organisations internationales compétentes, dont la FAO, sur leurs politiques, programmes et activités axés sur la conservation et l'utilisation durable de ressources phylogénétiques. Elle estime que ces rapports sont très utiles aussi bien à la Commission qu'à ses organisations, qui devraient ainsi être en mesure de mieux faire connaître leurs objectifs et leurs programmes aux pays donateurs de matériel génétique et de fonds, et bénéficier de leurs observations.

2. Avec l'élargissement de son mandat, la Commission a reçu pour la première fois, à sa septième session, des rapports d'organisations portant sur tous les aspects de la diversité biologique agricole. A cette occasion, des rapports ont été fournis par 13 institutions des Nations Unies et autres organisations intergouvernementales, 14 centres internationaux de recherche agronomique du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI) et sept organisations internationales non gouvernementales¹. La Commission a accueilli avec satisfaction ces rapports et a chaleureusement remercié les organisations qui les avaient présentés. Elle a estimé qu'ils apportent une importante contribution à sa tâche en promouvant les activités dans le domaine de la biodiversité agricole. Elle a encouragé les organisations qui avaient soumis des rapports à continuer à la faire à ses sessions ordinaires.

3. Le présent document contient les rapports reçus au 5 février 1999 des *Organisations internationales non gouvernementales* ci-après:

L'Union mondiale des femmes rurales (UMFR), la Fédération européenne de zootechnie (FEZ), le Centre international des cultures sous-utilisées (ICUC), le Rural Advancement Foundation International (RAFI) et le Centre mondial de surveillance de la conservation (WCMC).

4. Les *Organisations internationales non gouvernementales* ci-après ont informé la FAO qu'elles ne seraient pas en mesure, pour diverses raisons, de faire rapport à cette session:

Le Fonds mondial pour la nature (WWF).

5. Le Secrétariat s'est limité à rassembler les rapports à mesure de leur arrivée. Chaque organisation est entièrement responsable du rapport qu'elle présente. Le rapport sur les activités de la FAO figure dans les documents CGRFA-8/99/10.1 et CGRFA-8/99/10.2.

¹ AsDb, Secrétariat du Commonwealth, CBD, GEF, IICA, AIEA, CABI, FIDA, UNESCO, OIE, PNUE, ONUDI, Banque mondiale, CIAT, CIFOR, CIMMYT, CIP, ICARDA, CIRAF, ICRISAT, ICLARM, IITA, ILRI, SIRAN, IPGRS, IRRI, ADRAO, ASSINSEL, FEZ, ICUC, IUFRO, ICAR, RAFI.

6. Les rapports d'institutions des Nations Unies et d'autres organisations intergouvernementales figurent dans le document CGRFA-8/99/11.1 et les rapports des Centres internationaux de recherche agronomique du Groupe consultatif de la recherche agricole internationale figurent dans le document CGRFA-9/99/11.2.

UNION MONDIALE DES FEMMES RURALES (UMFR)

1. L'Union mondiale des femmes rurales (UMFR) a un statut consultatif auprès de la FAO depuis 1947. Elle regroupe 365 sociétés représentant plus de neuf millions de femmes rurales de 71 pays. La majorité des sociétés membres s'intéressent à l'agriculture/élevage et/ou l'agriculture et à la génétique qui est maintenant une question très débattue. Les implications sont telles qu'aucune conclusion n'a été dégagée, mais les résolutions ci-après ont été formulées aux trois dernières conférences triennales de l'UMFR.
2. "Afin que, en tant que consommatrices, nous sachons ce que nous mangeons, nous exigeons un marquage détaillé et complet des produits alimentaires, indiquant non seulement les additifs et allergènes utilisés, mais donnant également une description des méthodes de production avec, par exemple, les détails des modifications génétiques apportées et du traitement par rayonnements". Vingt-deuxième Conférence triennale de l'UMFR, 1998.
3. "Les sociétés membres de l'UMFR devraient prier instamment les gouvernements de leurs pays de défendre les droits des agriculteurs en contribuant au Fonds international des ressources phytogénétiques". Vingt et unième Conférence triennale de l'UMFR, 1995.
4. "Les sociétés membres de l'UMFR, reconnaissant qu'il est indispensable que les femmes participent à la prise des décisions en matière de ressources phytogénétiques, devraient demander instamment aux gouvernements de leurs pays d'aider de manière suffisante et soutenue la conservation des ressources phytogénétiques, à l'échelle nationale et internationale". Vingtième Conférence triennale de l'UMFR, 1992.

FÉDÉRATION EUROPÉENNE DE ZOOTECHNIE (FZ)

1. Un rapport sur les activités de la Fédération européenne de zootechnie (FEZ ou EAAP pour European Association for Animal Production) dans la conservation et l'utilisation des ressources génétiques animales (RGA) fut pour la première fois présenté à la CRGAA lors de sa septième session (15-23 mai 1997). Nous rappellerons seulement ici l'existence d'un groupe de travail permanent depuis 1980, au sein de la Commission scientifique de génétique animale de la FEZ, chargé de coordonner ces activités. A la suite des enquêtes de ce groupe sur la situation des races animales en Europe, une banque de données informatisée fut créée en 1988, et gérée depuis lors par l'Université vétérinaire de Hanovre en Allemagne. Il faut également rappeler que les efforts dans ce domaine ont été poursuivis en étroite collaboration avec la FAO. La FEZ a toujours exprimé son soutien aux principes de base qui sous-tendent la Stratégie mondiale de la FAO pour la gestion des ressources génétiques des animaux d'élevage, apportant notamment son concours à l'établissement en 1995 du Réseau européen de centres nationaux de coordination (National Focal Points ou NFP) dans le cadre de cette stratégie. Dans la suite de ce rapport nous nous bornerons à résumer les activités de la FEZ dans le domaine des RGA au cours des deux années 1997-1998.

2. Les réunions du Réseau NFP évoqué ci-dessus ont continué à se tenir dans le cadre des réunions annuelles de la FEZ, et à bénéficier ainsi du soutien logistique de cette organisation. Depuis la réunion des NFP de Vienne en 1997, la préparation et l'animation de ces réunions sont prises en charge conjointement par les centres de coordination français et polonais, qui notamment, assurent désormais la publication des comptes rendus détaillés de ces réunions: voir les comptes rendus des réunions de Vienne (1997) et de Varsovie (1998) disponibles au Bureau des ressources génétiques (Paris) et au Centralna Stacja Hodowli Zwierzat (Varsovie).

3. La FEZ a coordonné en 1997-1998 une action concertée financée par l'Union européenne dans le cadre de son règlement 1467/94 sur les ressources génétiques en agriculture. Cette action, intitulée Inventaire permanent des ressources génétiques animales européennes et des activités de caractérisation, conservation et utilisation de ces ressources, a permis:

- l'adoption d'un protocole pour la mise à jour régulière de la base de données FEZ de Hanovre et le transfert de ces données vers le système d'information de la FAO (Domestic Animal Diversity-Information System ou DAD-IS), ce qui devrait assurer à l'avenir un cheminement logique des informations recueillies dans chaque pays vers un relais européen propre à satisfaire les besoins de la région Europe, et de là vers la base de données mondiale de la FAO;
- l'établissement d'une liste de 160 experts, d'origines géographiques et institutionnelles très larges, capables de donner des avis scientifiques et techniques sur la conservation et l'utilisation des RGA, et sur les méthodologies impliquées.

4. A la suite de cette action, le Groupe de travail FEZ a décidé de poursuivre la promotion de la banque de données FEZ de Hanovre en tant que **base de données régionale** pour l'ensemble de l'Europe, en liaison étroite avec la FAO. Cette activité d'inventaire doit être placée dans un contexte plus général de coordination des efforts européens, par le renforcement du Réseau NFP et la création d'un **centre européen de coordination (Regional Focal Point ou RFP)** dans le cadre de la Stratégie mondiale de la FAO pour les RGA. Dans la mise en place de ce RFP, qui est entré dans une phase active en 1997 avec la proposition de la France d'assurer provisoirement ce rôle de coordination, la FEZ apporte son soutien et le concours de son expertise scientifique. C'est dans cet esprit qu'elle a préparé avec la FAO une proposition d'action concertée qui fut soumise en 1998 à l'Union européenne dans le cadre de son règlement 1467/94 évoqué plus haut.

CENTRE INTERNATIONAL DES CULTURES SOUS-UTILISÉES (ICUC)

1. L'ICUC a entrepris un projet de petite envergure pour étudier la diversité des exploitations domestiques au Bangladesh. Les objectifs de ce projet sont de: a) identifier des types supérieurs d'individus par le moyen d'enquêtes et évaluations effectuées par les agriculteurs; et b) réinsérer des types d'élite dans les petites exploitations agricoles.
2. Un projet en collaboration sur les légumes indigènes d'Afrique du Sud et de Tanzanie a été entrepris dans le cadre du SEANUC (Réseau régional pour l'Afrique australe et orientale). Il est financé par le "Charities Board" national du Royaume-Uni, et les cultures considérées sont les cucurbitacées, *Plectranthus* et les amermaths. L'objectif du projet est d'évaluer la diversité génétique et de réinsérer des lignées d'élite potentielles dans le système agricole existant.
3. L'ICUC a reçu un fonds du DFID (Royaume-Uni) pour promouvoir des fruits tropicaux sous-utilisés. Le rassemblement d'informations sur la diversité génétique, et sur l'état de conservation et l'utilisation des ressources phytogénétiques sont un aspect important du projet.
4. Le projet pour l'évaluation de la diversité génétique du jacque et du chadec, respectivement au Népal et au Bangladesh, a été mené à bonne fin. Les catalogues du matériel génétique de jacque au Népal et de chadec au Bangladesh ont été publiés.
5. L'ICUC a organisé, en collaboration avec la FAO, la première réunion régionale sur la conservation et l'utilisation des fruits tropicaux et sub-tropicaux en Afrique de l'Ouest, et les actes de cette réunion sont en cours d'impression. En collaboration avec le Conseil scientifique du Commonwealth et l'Institut des ressources phytogénétiques au Pakistan, il a organisé une réunion nationale sur les plantes médicinales au Pakistan. L'état de conservation et l'utilisation du matériel génétique de plantes médicinales a plus particulièrement retenu l'attention.
6. L'ICUC a poursuivi ses efforts avec la FAO et autres partenaires pour développer les activités du Réseau pour les fruits tropicaux sous-utilisés en Asie (UTFANET) et du Réseau régional pour l'Afrique australe et orientale (SEANUC). En collaboration avec la FAO, il a organisé pour cette année une réunion régionale sur "l'état de conservation et l'utilisation des légumes traditionnels d'Asie et du Pacifique".
7. L'ICUC prépare actuellement sa deuxième édition du Global Newsletter on Underutilized Crops (Bulletin mondial d'information sur les cultures sous-utilisées) qui sera distribué sous peu.

RURAL ADVANCEMENT FOUNDATION INTERNATIONAL (RAFI)

1. Le Rural Advancement Foundation International (RAFI) est une organisation de la société civile internationale à but non lucratif qui s'intéresse à l'analyse socio-économique et politique de l'incidence des nouvelles technologies sur les sociétés rurales, sur la sécurité alimentaire et sur la biodiversité agricole. Elle a son siège à Winnipeg (Canada), avec un personnel international en poste en divers endroits, et elle est régie par un Conseil d'administration où toutes les régions du monde sont représentées. Le RAFI est une ONG ayant statut de liaison avec la FAO, l'ECOSOC, et la CNUCED. Depuis les premières activités du RAFI en 1977, la large gamme de questions pratiques et politiques associées aux ressources phytogénétiques dans le contexte de l'alimentation et de l'agriculture ont plus spécialement retenu son attention. Dans cette optique, le RAFI a participé aux diverses réunions FAO qui ont conduit à la création de la Commission FAO des ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture en 1983, et il a été représenté à toutes les sessions de la Commission qui ont suivi.

2. Le RAFI est heureux de faire savoir que, depuis la dernière session extraordinaire de la Commission en 1998, il a donné un rapport complet sur les progrès accomplis au cours de cette réunion, et il a suivi de près les réunions connexes, officielles et officieuses, concernant les ressources phytogénétiques qui ont été tenues par le GCRAI, l'OMC, le CBD, et ailleurs. En tant que membre fondateur du Community Biodiversity Development and Conservation Programme (CBDC) - Programme communautaire de développement et de conservation de la biodiversité - qui est un réseau institutionnel et communautaire d'activités de recherche sur la biodiversité agricole dans 15 pays et sur cinq continents, le RAFI apporte actuellement son aide pour l'évaluation des quatre premières années de cette expérience pluridisciplinaire unique en son genre et participe à l'élaboration d'une deuxième phase.

3. Suite à la dernière réunion de la Commission, le RAFI a entrepris une analyse minutieuse de technologies de promotion, notamment la technologie "terminale" (stérilisation des semences) et la technologie plus large "Trait-or" ("caractères génétiques-ou"). En outre, suite à cette session de la Commission, le RAFI a terminé son analyse de 147 abus possibles de droits de sélectionneurs et brevets dans le monde entier. Ce rapport, intitulé "*Plant Breeders' Wrongs*" est disponible sur le site Web de RAFI à l'adresse www.rafi.org, ainsi que le rapport sur les technologies d'induction "*Trait-or Tech.*" Le RAFI préparera des renseignements complémentaires sur ces questions pour la session à venir de la Commission.

CENTRE MONDIAL DE SURVEILLANCE DE LA CONSERVATION (WCMC)

1. Le Centre mondial de surveillance de la conservation (WCMC) est une organisation indépendante, financée par l'Alliance mondiale pour la nature (IUCN), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et le Fonds mondial pour la nature (WWF) qui fournissent des informations sur les questions de biodiversité dans le monde entier. Le Centre a accès à des données émanant d'un large éventail d'experts dans le monde entier et remplit les fonctions de bureau d'échanges d'informations. Ceux qui utilisent ses données sont notamment des responsables politiques, des planificateurs et des industries du monde entier qui ont les uns et les autres besoin de renseignements précis sur la biodiversité à l'échelle mondiale en vue de réussir à protéger effectivement l'environnement.
2. Le WCMC fournit des informations sur la condition des espèces et de leurs habitats, et sur le rôle des zones protégées, et il s'intéresse surtout à l'heure actuelle aux forêts et aux habitats des eaux marines et des eaux douces. Les informations sont diffusées par le canal d'un service d'information multi-médias, avec notamment accès à notre site Web à l'adresse: <http://www.wcmc.org.uk>.
3. Les bases de données sur les espèces contenant des informations détaillées sur les animaux et sur les plantes menacées d'extinction dans le monde entier sont un aspect essentiel de notre travail et ont été constituées sur une période de plusieurs années, de manière à permettre un accès facile aux renseignements sur les menaces d'extinction et sur la distribution des espèces. A partir de ces bases de données, des publications qui sont devenues de type standard ont été produites. Elles comprennent le *1996 IUCN Red List of Threatened Animals* et la première liste qui ait jamais été établie des plantes menacées d'extinction dans le monde entier, à savoir la *1997 IUCN Red List of Threatened Plants* où figurent plus de 33 000 espèces. Récemment, un travail important de collecte de données sur les arbres a été mené à bonne fin, aboutissant à la publication en 1998 de *Threatened Trees of the World* à la fois sous forme imprimée et en tant que CD-ROM. Outre les renseignements sur la distribution et l'état de conservation, des informations ont également été recueillies sur l'utilisation de chaque espèce d'arbre et le type de menace qui pèse sur elle. Il est devenu possible pour la première fois d'analyser l'importance relative des diverses menaces pour les différentes espèces.
4. Des données figurant dans chacun de ces ouvrages sont également disponibles sur bases de données accessibles sur Internet. On introduit actuellement de nouvelles données dans le réseau Web, avec un système interactif qui permet la rétroinformation directe du WCMC par courrier électronique, adressé à threatened.plants@wcmc.org.uk pour chaque espèce.
5. Pour le moment, notre but est de rendre toutes nos données sur les plantes conformes à la norme atteinte pour les données sur les arbres. En particulier, nous nous efforçons d'identifier les espèces sauvages apparentées à des plantes cultivées qui revêtent de l'importance pour l'alimentation et l'agriculture et sont menacées à l'échelle nationale et mondiale, et les menaces qui pèsent sur ces espèces. Nous nous efforçons aussi d'identifier les mesures de protection existantes - par exemple dans la législation nationale ou leur situation dans le système de zones protégées. Dans le premier cas, nous nous intéressons plus spécialement aux plantes d'Amérique centrale et d'Amérique du Sud, d'Europe et d'Asie du Sud-Est - avec des experts invités du Mexique, de la République tchèque et de l'Indonésie responsables de communiquer avec leurs régions du monde - et à la gestion des données. Le recours de plus en plus large à Internet dans le monde entier devrait assurer une rétroinformation facile du WCMC, après quoi, une fois vérifiés, les

observations et renseignements devraient être incorporés dans les données du réseau. On continuera à faire pleinement cas des travaux des experts fournissant des informations selon la procédure figurant sur les pages donnant la liste des plantes actuellement menacées:

<http://wcmc.org.uk/species/plants/redlist.htm>.

6. Nous attendons avec intérêt les observations sur le service d'information du WCMC en matière de conservation des plantes. Le WCMC souhaite toujours savoir ce que pensent les utilisateurs des données qu'il fournisse en sorte de pouvoir satisfaire leurs besoins aussi bien que possible.